

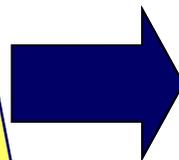
En Côte-d'Or, **retraités** et salariés actifs souffrent de l'idéologie du libéralisme débridé.

Plus de la moitié des **retraités** touchent chaque mois une pension de moins de 900 € (le seuil de pauvreté, pour les économistes, est de 850 €).

Les **retraités** ont beaucoup travaillé, pour une entreprise, pour un service public, pour un patron, pour l'Etat, etc.

Ils exigent simplement de pouvoir, même usés, tous vivre dans la dignité, sans charger jusqu'à l'extrême la vie de leur entourage lorsqu'ils en ont encore un.

Pour cela, une délégation portera ces revendications au préfet.:



Augmentation du **pouvoir d'achat**, pour tous en particulier pour les pensions les plus faibles ; pas de pensions inférieures au SMIC revalorisé.

Accès réel de tous aux **soins** de santé sans exclusion à cause des coûts :

- Suppression des **franchises médicales** et **forfait hospitalier**
- Suppression des **dépassements d'honoraires**
- Obligation, pour les **professions de santé**, de couvrir l'ensemble du territoire national

Prise en charge par la Sécurité Sociale de la **perte d'autonomie** ; augmentation de l'aide personnalisée à l'autonomie

Maintien de l'encadrement des coûts d'hébergement en **maisons de retraites** ; accès à celles-ci garanti pour tous.

Retraités,
soyons nombreux devant la préfecture
vendredi 16 octobre à 10 heures